



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur
du Sud-Ouest**

Marché public de Travaux

Marché passé par procédure adaptée en application des articles L2123-1 du Code de la commande publique

Marché de travaux relatif au remplacement du piège à balles du stand de tir (inclus la remise à niveau d'équipements de ventilation du tunnel de tir) de l'hôtel de police de Bayonne (64)

SGAMI33-2025-04-TX

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de remise des offres

Jeudi 3 avril 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1 - Identification de l'organisme acheteur.....	3
2 – Objet de la consultation.....	3
3 – Conditions et étendue de la consultation.....	3
3.1 Procédure de passation du marché.....	3
3.2 Allotissement.....	3
3.3 Visite du site.....	4
3.4 Nomenclature.....	4
3.5 Durée du marché – Délai d'exécution et de préparation des travaux.....	4
3.6 Variantes.....	4
3.7 Tranche optionnelle.....	4
3.8 Intervenants.....	5
3.9 Mode de règlement du marché et modalités de financement.....	5
3.10 Avance.....	5
3.11 Retenue de garantie.....	6
4 – Dossier de consultation.....	6
4-1 Composition du dossier de consultation.....	6
4-2 Retrait du dossier.....	6
4-3 Questions/réponses.....	7
4-4 Complément au dossier.....	7
5 – Présentation des candidatures et des offres.....	8
5-1 Langue.....	8
5-2 Unité monétaire.....	8
5-3 Date limite de réception des offres.....	8
5-4 Délai de validité des offres.....	8
5-5 Présentation et contenu des candidatures.....	8
5-6 Documents à produire pour les offres.....	10
6 – Critères d'évaluation des offres - Négociations.....	10
6.1 Critères de sélection des offres.....	10
6.2 Négociation avec les candidats.....	13
7 – Condition de dépôt des offres.....	13
8 – Renseignements complémentaires.....	14
9 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	14
10 – Médiateur - Relations Fournisseurs & Achats Responsables « RFAR ».....	14
11 – Voies de recours.....	15

1 - Identification de l'organisme acheteur

Nom de l'organisme : Ministère de l'Intérieur Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur SGAMI SUD-OUEST	Maître d'ouvrage : Monsieur Le Secrétaire Général Adjoint du SGAMI Sud Ouest
Adresse : 89, Cours Dupré de Saint-Maur	Code postal : 33041
Ville : Bordeaux Cedex	Pays : FRANCE
Téléphone : 05.56.99.77.45	Adresse de courrier électronique : sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr

2 – Objet de la consultation

La présente consultation est un marché public de travaux relatif à l'opération suivante :

**Marché de travaux relatif au remplacement du piège à balles
(inclus la remise à niveau d'équipements de ventilation du tunnel de tir) de l'Hôtel de Police de Bayonne**

Cette opération consiste à remplacer le piège à balles (PAB) existant afin de rendre possible un entraînement au tir de projectile de calibre 5.56 mm en rafale de 3 cartouches.

Dans ce cadre et tenant compte de la hauteur libre imposée par la structure existante du bâtiment, le type de piège à balles sera déterminé après analyse des solutions techniques que proposeront les entreprises soumissionnaires.

De plus, cette opération vise également à dépolluer et évacuer l'actuel système en place ainsi que la fourniture et l'installation de deux centrales de ventilation installées en 1995 (soufflage d'air neuf et extraction de l'air vicié) et les bouches d'extraction ainsi que d'éventuels travaux d'aménagement au sein du tunnel de tir.

Lieux d'exécution des prestations :

**Hôtel de Police de Bayonne
6 avenue de Marhum
64 100 BAYONNE**

La description des travaux et les spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, les plans, joints au présent dossier de consultation des entreprises (DCE).

3 – Conditions et étendue de la consultation

3.1 Procédure de passation du marché

Cette consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R.2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

3.2 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

3.3 Visite du site

La visite du site est **obligatoire**. Elle conditionne le dépôt d'une offre

Elle fera **impérativement** l'objet d'une demande de rendez-vous (72h avant) auprès de :

Nom / prénom : BUHR Olivier
Mail : olivier.buhr@interieur.gouv.fr ou gilles.palacin@interieur.gouv.fr ou sgami-so-dim-sli64@interieur.gouv.fr
N° de téléphone : 05.59.98.26.05 / 06.63.33.44.67

Aucune réponse aux questions techniques ou administratives ne sera fournie lors des visites. Ces dernières devront être transmises suivant les dispositions de l'article 4.3 du présent règlement de consultation, via PLACE.

Dès la prise de rendez-vous, les candidats devront au préalable informer des noms, prénoms, date de naissance et lieux de naissance du personnel qui effectuera la visite.

Cette visite n'est pas un audit et ne pourra en aucun cas être rémunérée.

En cas de force majeure, l'administration se réserve le droit de déplacer les dates de visite.

La visite étant obligatoire, une attestation de présence sera délivrée à l'issue de chacune d'elle. Cette attestation devra être intégrée aux documents de l'offre déposée.

ATTENTION : L'absence de visite entraînera l'irrégularité de l'offre **excepté pour le candidat qui fera état de sa connaissance approfondie du site et de ses contraintes.**

3.4 Nomenclature

Classification CPV	Intitulé
45262600	Travaux de construction spécialisés divers

3.5 Durée du marché – Délai d'exécution et de préparation des travaux

La durée du marché débute à compter de la date indiquée dans l'OS de démarrage du marché jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA).

Le délai d'exécution du marché est de 5 mois, incluant une période de préparation 1 mois .

La date prévisionnelle de début de l'opération est **le 12 mai 2025.**
Cette date est indicative et n'a pas de valeur contractuelle.

3.6 Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3.7 Tranche optionnelle

Sans objet.

3.8 Intervenants

Contrôleur technique (CT) :

APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION FRANCE (AICF)
6 rue du Général Audran
92400 COURBEVOIE
bruno.abadie@apave.com

Sécurité Protection Santé (SPS) :

SARL P.CALESTREME
17 avenue Albert 1^{er}
64320 BIZANOS
contact@calestrems.com
05 59 53 12 95

3.9 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Budget de l'ETAT - L'unité monétaire est l'EURO. Marché à prix révisable.

Les règlements interviendront par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à réception de la demande de paiement avec virement sur le compte figurant sur l'acte d'engagement.

3.10 Avance

Le présent marché retient l'Option A du CCAG Travaux (l'article 10.1) dans la fixation du montant de l'avance.

Une avance de 20 % est consentie selon les conditions d'application prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique, y compris pour les lots où elle n'est pas obligatoire.

L'article R.2191-8 du code de la commande publique dispose que l'acheteur peut prévoir une avance au-delà de 30%. Au titre du présent marché, l'avance sera portée à 50% si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise (Entreprise employant moins de 250 salariés, réalisant soit un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros, soit un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros).

Le titulaire ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas contraire, cette dernière est versée dans les 30 jours suivants la date de notification de l'OS de démarrage des prestations pour une avance à 20 %. Si une avance à 50 % est appliquée, le versement de cette avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande, en vertu de l'article R2191-8 du code de la commande publique.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après le dépôt de l'offre, le versement de l'avance au sous-traitant interviendra dans un délai de 30 jours après la notification de la déclaration de sous-traitance.

Conformément à l'article R.2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

- Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;
- Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, à la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions que pour le titulaire.

ATTENTION : en cas de résiliation du marché, le titulaire a trente jours à compter de la notification de la décision de résiliation pour restituer l'avance

3.11 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves formulées à la réception des travaux ainsi que celles qui le seraient pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie appliquée sera de 3 % si le titulaire du marché est une PME.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie bancaire à première demande au gré du titulaire.

La retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

4 – Dossier de consultation

4-1 Composition du dossier de consultation

Le présent dossier de consultation est constitué des documents suivants :

Pièces administratives :

- 1 acte d'engagement,
- 1 règlement de consultation (RC),
- 1 Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ,
- 1 certificat de visite,
- 1 DC1 pré-remplis,
- 1 DC2 pré-remplis,
- 1 ATTRI 2 pré-remplis.

Pièces techniques :

- 1 CCTP et ses 2 plans (plan n° 1 : plan de masse du site et plan n° 2 : plan du stand de tir existant en vue longitudinale et coupe),
- 1 DPGF,
- 1 cadre de réponse technique (CRT)
- 1 Plan Général de Coordination SPS
- 1 Diagnostic de la Centrale de traitement d'air de soufflage

△ Les plans n° 1 et 2 seront remis uniquement après l'envoi de l'engagement de confidentialité dûment complété, daté, signé et tamponné via PLACE par le biais de la fonctionnalité permettant de poser une question relative à la consultation (cf. article 4.3 du présent document).

4-2 Retrait du dossier

Le dossier de consultation est retiré de manière **dématérialisée** à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> (recherche rapide : n° de la consultation : SGAMI33-2025-04-TX)

ou par le lien direct suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2710063&orgAcronyme=g6l>

En cas de difficulté technique de téléchargement, il peut également être remis gratuitement sur demande adressée par courriel à : sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr ou par téléphone au 05.56.99.77.45

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la Plateforme de dématérialisations lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique ou en cas de téléchargement anonyme.

Les candidats sont informés que le maître d'ouvrage utilise son profil d'acheteur via la Plateforme des Achats de l'État pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de complément des candidatures, etc.)

Des courriels contenant un lien de téléchargement permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages seront donc adressés aux candidats en provenant de l'adresse de messagerie suivante : nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr

Les candidats sont donc invités à :

- S'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie permet de recevoir ce type de message ;**
- Vérifier que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirable » ou « spam » ;**
- Accuser réception de chacun de ces envois en cliquant le lien de téléchargement contenu dans le courriel.**

4-3 Questions/réponses

Le candidat peut poser des questions sur la consultation **uniquement** via la Plate-Forme des Achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr/> (n° de la consultation : SGAMI33-2025-04-TX ou lien direct ci-dessus – onglet 2 : « Question »).

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2710063&orgAcronyme=g6l>

Les questions peuvent être posées jusqu'à **5 jours** avant la date limite de remise de l'offre.

Au-delà, elles ne seront plus prises en compte.

L'administration répondra jusqu'à **3 jours** avant la date limite de remise des offres aux questions posées dans les délais.

4-4 Complément au dossier

L'administration se réserve le droit d'apporter, au plus tard **3 jours ouvrés** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier : un avis rectificatif sera alors publié via la Plate-Forme des Achats de l'État (PLACE). Les candidats devront alors répondre au marché en tenant compte des corrections apportées, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si en cours de procédure, le délai de remise des candidatures est prorogé, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de la nouvelle date limite de dépôt des plis

Les candidats devront obligatoirement utiliser les trames des documents du DCE (AE, DPGF, Cadre de réponse technique -CRT) pour répondre à la présente consultation.

5-1 Langue

Les questions et demandes de renseignements complémentaires sont adressées en langue française au Maître d'ouvrage.

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature et de l'offre par les soumissionnaires sont établis en langue française ou doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

À défaut, et conformément à l'article R2143-10 du Code de la commande publique, les documents en langue étrangère peuvent être remplacés et/ou accompagnés par une déclaration sous serment qui atteste de la conformité du document avec les exigences du Maître d'ouvrage ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

5-2 Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée dans le cadre de la présente procédure de consultation est l'Euro.
La TVA est à 20 %.

5-3 Date limite de réception des offres

Les offres doivent parvenir via la plateforme **au plus tard aux dates et heures indiquées en page 1 du présent document.**

5-4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres ou dans le cas d'une offre négociée, à compter de la date figurant sur l'acte d'engagement de l'offre négociée le cas échéant.

5-5 Présentation et contenu des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le maître d'ouvrage qui constate que des pièces dont la production étaient réclamées sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

En application de l'article R.2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

▪ **Documents à produire pour la candidature**

En application des articles R.2143-3, R.2143-4 du Code de la commande publique les candidats doivent fournir les documents relatifs à leur candidature et à leur offre, rédigés en langue française, ou accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire **un dossier complet** comprenant les pièces suivantes :

- **Engagement / délégation de pouvoir** : le candidat produit les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement (en cas de groupement : les lettres d'habilitation de chacun des membres du groupement, autorisant le mandataire à engager le groupement).

- **Redressement judiciaire** : le candidat produit une attestation sur l'honneur indiquant que la société n'est pas en situation de redressement judiciaire ou, le cas échéant, la copie du jugement de redressement judiciaire.

- **Attestation d'assurance** : responsabilité civile et décennale en cours de validité **en lien avec les missions qu'il exécutera**

- **Attestation fiscale** de moins de 3 mois

- **Attestation sociale** de moins de 6 mois

- **Un RIB**

- Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pré-remplis disponibles dans le dossier d'appel à candidature (ou accessible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

- **DC1: Lettre de candidature pour le candidat unique ou l'ensemble du groupement:** l'imprimé DC1 fera apparaître les différents membres du groupement avec l'indication du mandataire et la forme du groupement et comportera également l'ensemble des attestations sur l'honneur obligatoire. Le formulaire DC1 devra être complété.

- **DC2: Lettre de candidature pour le candidat unique ou pour chaque membre du groupement :** le DC2 devra comporter le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires propres aux réalisations sur les 3 dernières années. Les entreprises nouvellement créées, qui ne sont pas en mesure de fournir les informations sur les 3 dernières années, ne seront pas évincées sur ce simple fait. En cas d'incapacité à fournir les déclarations relatives aux chiffres d'affaires, le candidat produira une déclaration appropriée de banques.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

- Dans le cas d'un groupement, fournir la convention de groupement,

- L'engagement de confidentialité dûment complété, daté, tamponné et signé,

- L'entreprise ou le groupement doit disposer simultanément des qualifications professionnelles suivantes (ou de leurs équivalents) :

- QUALIBAT 5311 « Installation de VMC en habitat individuel, collectif ou autre bâtiment inférieur à 1000 m² »

et/ou référence de qualification équivalente dans le domaine des installations de ventilation et traitement d'air,

- une référence de réalisation complète d'un piège à balles en 2020 au plus tard similaire à celle requise au titre de la présente consultation et réalisée par lui et ses co/sous-traitants le cas échéant. La présentation de cette référence doit indiquer a minima :

- * la date et le lieu de réalisation,

- * le montant des travaux spécifiquement réalisés par le soumissionnaire (et non le montant total d'une opération globale),

- * la désignation du maître d'oeuvre et la désignation du maître d'ouvrage concernés,

- * tout autre élément écrit et/ou photographique que le candidat jugera utile d'apporter pour compléter la présentation de cette référence.

Nota : L'absence de références relatives à la réalisation de projets de même nature que celui du présent projet, n'est pas un motif en soi d'élimination. Dans cette hypothèse, il appartient cependant au candidat d'apporter la preuve de sa capacité par tous les moyens à sa disposition.

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements demandés que le maître d'ouvrage peut

obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Le candidat doit indiquer, dans le dossier de candidature, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais et les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace ;
- L'accès à ces documents est gratuit.

5-6 Documents à produire pour les offres

Les candidats devront produire un dossier complet sur la base duquel ils seront jugés et comprenant :

- Un acte d'engagement (ATTRI 1) dûment complété, tamponné, daté et signé.
- Une DPGF dûment complétée, tamponnée, datée et signée ;
- Une attestation de visite du site délivrée par le représentant de l'administration présent lors de la visite obligatoire.
- Cadre de réponse technique (CRT) dûment complété et transmis au format PDF dans le respect de la trame donnée (50 pages maximum hors annexes). Le candidat devra détailler son offre par critères en répondant aux attendus du Maître d'ouvrage décrit à l'article 6 du présent RC (cf- tableau d'analyse des critères).

ATTENTION : L'absence de remise du cadre de mémoire technique complété et joint à l'offre du candidat sera un motif de rejet pour irrégularité.

En cas de dépassement du nombre maximal de pages, les pages supplémentaires (hors page de garde et sommaire) ne seront pas prises en compte pour l'analyse des critères techniques

6 – Critères d'évaluation des offres - Négociations

6.1 Critères de sélection des offres

En application de l'article R.2152-1 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'autoriser les soumissionnaires à régulariser leur offre si celle-ci est :

- irrégulière
- inacceptable, à l'exception des offres anormalement basses.

Dans le cas d'une suspicion d'offre anormalement basse, en application de l'article 2152-3, le soumissionnaire devra justifier son prix ou les coûts proposés dans son offre y compris pour la part du marché qu'il envisage de sous-traiter.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères pondérés suivants :

Critères	Sous -critères techniques	Pondération	
		Pondération %	Pondération globale %
Critère 1 : Valeur technique	<u>Sous critère 1- Solution technique proposée par le candidat (incluant le cycle de vie des éléments constituant le piège à balles)</u>	30	50
	Le candidat doit présenter une solution technique de piège à balles démontrant qu'elle répond à l'ensemble des points suivants : <ul style="list-style-type: none">• absence de nécessité de toucher à la structure existante		

	<ul style="list-style-type: none"> • gros œuvre de l'existant, • solution technique adaptée à l'emploi de projectiles de calibre 5,56 mm en rafale, • conservation de la longueur utile actuelle soit un stand de tir de 25mètres <p>Cette présentation de solution technique doit intégrer a minima :</p> <p>1- un descriptif technique de la nature de chaque composant du dispositif de PAB proposé. Ce descriptif doit être détaillé et argumenté afin de comprendre l'intérêt de cette proposition. Il est attendu que ce descriptif comprenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un détail de la mise en œuvre du PAB et des déflecteurs (illustrations, croquis, fiches produits) ; • un descriptif des éventuels travaux de renforcement sur la dalle portée qui supporte l'actuel piège à balles, et/ou tout autre travaux nécessaire sur le gros-œuvre, selon le PAB proposé ; • la motivation de proposer cette solution technique permettant : <ul style="list-style-type: none"> * la conservation maximale de l'intégrité des projectiles et leur collecte ; * l'optimisation des délais d'indisponibilité du stand de tir en phase d'exploitation, dans la gestion de la maintenance du PAB, des équipements CVC (filtration, contrôles et réglages des flux d'air), des systèmes d'éclairage, de ciblerie ; • un détail de mise en œuvre pour les dispositifs de blindages et anti ricochets (toutes parois) ; • un détail sur la conservation des installations électriques existantes (éclairage, ciblerie, alarmes, détection incendie) ou le cas échéant, leur remplacement partiel à décrire et chiffrer par le candidat dans son offre initiale. <p>2- un plan de niveau et une coupe du stand de tir visualisant la longueur utile du stand de tir, le dispositif de PAB proposé, et tous équipements tels que déflecteurs, éventuelles lanières et ciblerie. éventuel dispositif d'approvisionnement des granulats le cas échéant selon le type de PAB proposé, etc... Le niveau de détail de ce plan démontrera le niveau de réflexion du candidat.</p> <p>3- un chapitre spécifique à la ventilation du tunnel de tir (soufflage/extraction), destiné à détailler les prestations prévues par le candidat concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le remplacement du ventilateur de chacune des deux centrales de ventilation : fournir la fiche technique de ces équipements + la méthodologie pour déposer les anciens ventilateurs et installer les nouveaux ventilateurs, eu égard notamment à l'étroitesse des portes d'accès aux locaux techniques dédiés, • la constitution du nouveau mur diffusant qui remplacera le mur diffusant situé à l'arrière du pas de tir, • un calcul de dimensionnement accompagné d'un plan détaillé concernant la disposition des nouvelles grilles d'extraction. <p>4- Un chapitre dédié au critère environnemental de la solution technique proposée, en mettant en avant tous les avantages (et inconvénients) du produit proposé, à chaque étape de sa vie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour la fabrication des éléments constitutifs du piège à balles proposée • pour l'acheminement de ces éléments constitutifs jusqu'au stand de tir de l'HP de Bayonne • pour l'entretien/maintenance du piège à balles proposé, sur toute sa durée d'exploitation (durée à préciser) 		
--	--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> pour l'évacuation/traitement en site agréé de ces éléments constitutifs, lorsque ce nouveau piège à balles sera arrivé en fin de vie et qu'il devra être éliminé. 		
	<p><u>Sous critère 2 : Méthodologie d'intervention et organisation du chantier :</u></p> <p>1- Concernant la méthodologie d'intervention, l'entreprise devra fournir dans son offre, la méthodologie de :</p> <ul style="list-style-type: none"> dépose/évacuation du dispositif existant depuis l'intérieur du stand de tir jusqu'au portail en bordure d'emprise du site, de livraison du nouveau matériel/manutention depuis le portail en bordure d'emprise du site jusqu'à l'intérieur du stand de tir, de mise en place du dispositif proposé au sein du stand de tir. <p>Le candidat doit systématiquement démontrer la prise en compte de l'ensemble des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> intervention en site occupé préservation de la structure de gros œuvre existante protection de l'ensemble de l'état existant depuis l'entrée du site jusqu'au stand de tir (par exemple les passages de portes, le revêtement de sol existant, les installations électriques existantes telles que l'éclairage et système d'alarme, etc). <p>Le caractère exhaustif des éléments listés à protéger contribuera à démontrer le niveau de réflexion du candidat.</p> <p>2- Concernant l'organisation de chantier, l'entreprise devra fournir dans son offre, un plan d'installation de chantier faisant apparaître le plus précisément possible l'implantation de ses besoins en matière de bungalows, aire de stationnement des véhicules de chantier, le cas échéant l'aire de livraison, l'aire de stockage, et tout ce que le candidat aurait besoin d'installer sur le site, en tenant compte naturellement de la co-activité avec les services de police présents. Le niveau de détail de ce plan contribuera à démontrer le niveau de réflexion du candidat.</p>	5	
	<p><u>Sous-critère 3 : Critère acoustique</u></p> <p>Le candidat devra détailler les nuisances acoustiques générées par le piège à balles proposé dans son offre en tenant compte, notamment, de l'usage de projectiles en 5,56 mm en rafale de 3 cartouches.</p>	10	
	<p><u>Sous-critère 4 : Modalités d'entretien du dispositif proposé</u></p> <p>L'entreprise devra décrire le process de maintenance du dispositif proposé (méthodologie et périodicité) inclus la prise en compte du traitement et de l'évacuation des déchets et résidus des matériaux de détection des projectiles tels que le remplacement périodique des éventuelles lanières de caoutchouc, et/ou du remplacement périodique de granulats, selon le type de piège à balles proposé, et de l'évacuation des résidus d'ogives (liste non exhaustive).</p>	5	
Critère 2 : Prix			45
<p>Critère 3 : Calendrier d'exécution détaillé et optimisé vis à vis de la durée d'immobilisation du stand de tir</p> <p>Le stand de tir est utilisé très régulièrement ; sa durée d'immobilisation pour le remplacement du piège à balles est donc préjudiciable et doit être réduite au strict minimum.</p> <p>Au titre du présent item, le candidat fournit donc un calendrier d'exécution détaillé (le niveau de détail de ce calendrier contribuera à démontrer le niveau de réflexion du candidat).</p>			5

Le candidat doit obligatoirement faire apparaître dans ce calendrier la durée précise d'immobilisation du stand de tir en démontrant (au moyen d'une note explicative le cas échéant) l'effort d'optimisation réalisé pour réduire au maximum ce délai d'immobilisation.	
Total	100

6.2 Négociation avec les candidats

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant remis une offre conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Les éléments de la négociation pourront porter sur l'ensemble des éléments de l'offre.

La négociation pourrait se dérouler soit sous forme écrite, soit sous forme orale et confirmée par un écrit.

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

7 – Condition de dépôt des offres

Le dépôt des offres dématérialisé s'effectue sur le site de la Plate-Forme des Achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr/> - onglet 3 : « Dépôt ».

Lien direct de la consultation :

[https://www.marches-publics.gouv.fr/?](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2710063&orgAcronyme=g6l)

[page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2710063&orgAcronyme=g6l](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2710063&orgAcronyme=g6l)

Les offres reçues hors délai seront éliminées conformément à l'article R2151-5 du code de la commande publique.

Il appartient donc aux entreprises de prendre leurs dispositions pour anticiper une éventuelle difficulté technique.

Le soumissionnaire devra se référer aux « Conditions générales d'utilisation » et « Pré requis techniques », disponibles au bas de la page d'accueil, pour toute action sur ledit site. Un guide d'utilisation y est également disponible sous la rubrique « Aide » afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Ces documents décrivant l'utilisation du site font partie intégrante du règlement de consultation.

Un message indique au soumissionnaire que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique précisant la date et l'heure de réception. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'administration.

Conformément à l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. **Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.**

Format des fichiers :

Le soumissionnaire est invité à :

- Utiliser les formats « doc. », « xls. », « pdf. », « ods. » et « odt. »;
- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe » ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment ceux comprenant des macros.

Des logiciels compatibles sont téléchargeables sur la plate-forme sous la rubrique « Outils informatiques » de l'onglet « Aide ». Dans le cas d'un fichier incompatible avec les logiciels de l'administration, la personne publique se réserve le droit de demander au soumissionnaire l'envoi du document par tout moyen à sa convenance dans un délai de 48 heures suivant la demande de la personne publique.

8 – Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements d'ordre administratif contacter :

SGAMI Sud-Ouest
Direction de l'Administration Générale des Finances
Bureau de la commande publique
Téléphone : 05.56.99.77.79 / 05 56 99 71 41
Mail : sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr

9 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables » – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du maître d'ouvrage invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsable » (RFAR) et au label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent accessibles et téléchargeables sur le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>)

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

10 – Médiateur - Relations Fournisseurs & Achats Responsables « RFAR »

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante: mediateurfournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 BORDEAUX CEDEX

tél. : 05-56-99-38-00 - télécopie : 05-56-24-39-03

Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de l'exécution du marché publié, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable
(CCIRA) de Bordeaux
DREETS Nouvelle Aquitaine
Pôle C

Cité Administrative
2, rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX Cedex
Secrétariat du CCIRA Bordeaux
Contact : Stéphanie MARCON- Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél. : 05 54 68 99 56 / 07 61 17 74 12

Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr (merci de préciser CCIRA de Bordeaux en objet)

Information sur les recours :

Référé contractuel : délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ;

Recours pour excès de pouvoir : délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet :

Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé : deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du contrat appropriées.